

Sarkozy provoque, faisons le reculer, tous ensemble !

lundi 19 mai 2008, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2008).

Au soir de la journée de grèves et de manifestations de la fonction publique, le 15 mai, Sarkozy provoque les grévistes.

Aux enseignants, fortement mobilisés pour la défense du service public, Sarkozy répond par la remise en cause du droit de grève avec l'instauration d'un « droit à l'accueil des enfants » et l'obligation pour les grévistes de se déclarer 48h à l'avance. Fidèle à sa méthode, il cherche à dresser les parents contre les enseignants. C'est sa riposte aux nombreuses mobilisations communes contre les fermetures de classes et les suppressions de postes.

Il n'y a qu'une réponse possible : se mobiliser ensemble, salariés et usagers, pour exiger un service public maximum, tous les jours, avec les personnels et les moyens nécessaires.

Ni la défaite électorale, ni les mobilisations sectorielles ne font plier ce gouvernement.

La droite prend une claque électorale cinglante lors des municipales, elle reçoit un vrai désaveu de sa politique. Dans les semaines qui suivent, le gouvernement multiplie les attaques : il annonce un plan de licenciement massif contre les fonctionnaires et la destruction de la fonction publique, il vole 600 € aux familles qui bénéficient des allocations familiales, il s'en prend aux malades avec les franchises médicales, aux chômeurs en les menaçant de radiation en cas de refus « d'offre d'emploi valable »...

La résistance à toutes ces contre-réformes existe, elle se manifeste dans de nombreuses luttes. Malheureusement, en ordre dispersé, aucun secteur n'arrivera à infliger une véritable défaite à ce gouvernement.

Après des journées d'action sans suite, secteur par secteur, au cours des derniers mois, le 15 mai a enfin permis un mouvement de l'ensemble de la fonction publique. Mais on voit bien qu'une seule journée, même réussie, ne suffit pas.

Le 22 mai, nous ne pouvons nous satisfaire de réclamer mollement « une retraite solidaire ». Nous avons besoin d'une grève, interprofessionnelle massive, dans le public comme dans le privé, pour contester le bien-fondé de la réforme, pour exiger une retraite pleine et entière à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) après 37,5 années de cotisations, à 75 % du meilleur salaire et pas moins de 1500 euros.

Une mobilisation d'ensemble pour mettre en échec le gouvernement.

Dans les manifestations lycéennes, comme dans celles du 15 mai, les mots d'ordre contre Sarkozy, et aussi les références à mai 68, sont nombreux.

Ce gouvernement attaque sur tous les terrains, il mène une politique globale. Il cherche à nous

épuiser, dossier après dossier, régression après régression, pour, au bout du compte, transformer la société en une jungle libérale encore plus inégalitaire, encore plus dure pour les plus vulnérables et encore plus profitable pour les actionnaires.

Alors oui, pour stopper les attaques de Sarkozy, il faut lui infliger une défaite sur le terrain des luttes. Pour cela, nos résistances doivent se développer et se centraliser vers un mouvement d'ensemble. Seule une grève générale, seule une épreuve de force de longue durée peut faire plier la droite et le patronat.

On ne peut pas attendre 2012 et laisser, d'ici là, les réformes sarkozystes ravager la société et nos vies.

C'est, maintenant, le moment d'engager le combat social.

En cet anniversaire de mai 68, la gauche politique et les directions syndicales ne prennent pas le chemin de la rue, elles restent cantonnées à une politique d'adaptation aux réformes libérales. Le temps n'est pas à « limiter les dégâts », car, avec une telle politique, on ne limite rien et on recule sans arrêt.

Le choix est pourtant clair, soit attendre avec la certitude de vivre de plus en plus mal, soit s'organiser, se mobiliser pour prendre l'offensive et battre ce gouvernement et ses réformes.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2252, 15/05/2008.